

Population et espace rural au Bas-Canada : l'exemple de l'axe laurentien dans la première moitié du XIX^e siècle

Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin

Volume 44, numéro 2, automne 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304881ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304881ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Courville, S., Robert, J.-C. & Séguin, N. (1990). Population et espace rural au Bas-Canada : l'exemple de l'axe laurentien dans la première moitié du XIX^e siècle. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44(2), 243–262.
<https://doi.org/10.7202/304881ar>

NOTE DE RECHERCHE

POPULATION ET ESPACE RURAL AU BAS-CANADA: L'EXEMPLE DE L'AXE LAURENTIEN DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE¹

SERGE COURVILLE

*Département de géographie
Université Laval*

JEAN-CLAUDE ROBERT

*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal*

NORMAND SÉGUIN

*Centre d'études québécoises
Université du Québec à Trois-Rivières*

La société bas-canadienne est caractérisée, entre autres choses, par la grande vigueur de sa croissance démographique. L'historiographie y a vu un facteur explicatif central de la survie du fait français en Amérique du Nord, en même temps qu'un indicateur des rythmes de l'évolution de la socio-économie laurentienne. Nous en sommes. Néanmoins, c'est surtout à travers ses traits généraux que le phénomène démographique a été pris en compte dans les études portant sur le Bas-Canada, et sans qu'on en examine de près l'ensemble des bases spatiales. D'aucuns ont vu dans cette montée rapide de la population la cause d'un blocage. À leurs yeux, la très forte croissance démographique serait devenue, au cours des premières décennies du XIX^e siècle, un facteur négatif de développement: l'encombrement du territoire leur apparaissant comme un facteur important de la crise profonde qui a ébranlé toute la socio-économie bas-canadienne.

Dans ce texte, nous proposons une première réflexion qui justement réinsère la dimension démographique dans l'analyse de la socio-économie selon un mode d'approche spatial développé à différents ni-

¹ Ce texte a fait l'objet d'une communication au 8^e congrès de l'Association italienne des études canadiennes à Torre Cane (Italie) en avril 1990. Sa réalisation a été rendue possible grâce à la collaboration de Guy Dorval, étudiant au département de géographie de l'Université Laval, de Brigitte Couture, étudiante au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal et de Philippe Desaulniers, professionnel de recherche rattaché à l'équipe. Les travaux qui ont conduit à ce bilan ont bénéficié de l'appui financier du CRSHC, du Fonds FCAR et de nos trois universités.

veaux, depuis les plus grandes unités, régions et sous-régions, jusqu'à la localité, à l'exception toutefois du rang dont l'échelle d'analyse est trop grande pour être abordée ici. Ces entités n'ont rien de statique. Aussi, au-delà des formes qu'elles dessinent et des structures qu'elles soudent ou inscrivent dans l'espace, c'est la dynamique qui nous intéresse, c'est-à-dire le processus historique de la transformation de l'espace. Notre perspective est donc celle des rapports à l'espace, qui se révèlent complexes à toutes les périodes.

Examinée sous l'angle de la diachronie, la dynamique spatiale se décompose en mouvements, résultat du jeu des acteurs sociaux dont les actions tantôt se conjuguent, tantôt s'opposent ou se succèdent. Selon l'effet principal de ces actions, on parlera de structuration, de déstructuration ou de restructuration pour caractériser les différents mouvements qui orientent la transformation du territoire. La dimension démographique se profile dans chacun de ces mouvements qui modifient l'espace vécu. C'est celui de structuration, en raison de son caractère premier, qui retient surtout notre attention dans cette réflexion sur les tendances de la population du Bas-Canada entre 1784 et 1850. Pour en retracer les bases spatiales, nous avons recours aux recensements de la période. Tout en étant conscients de certaines de leurs faiblesses, nous croyons que les indications que nous pouvons en tirer demeurent valables. Nous dégageons certains constats à partir desquels nous formulons quelques propositions sur l'évolution de la socio-économie bas-canadienne.

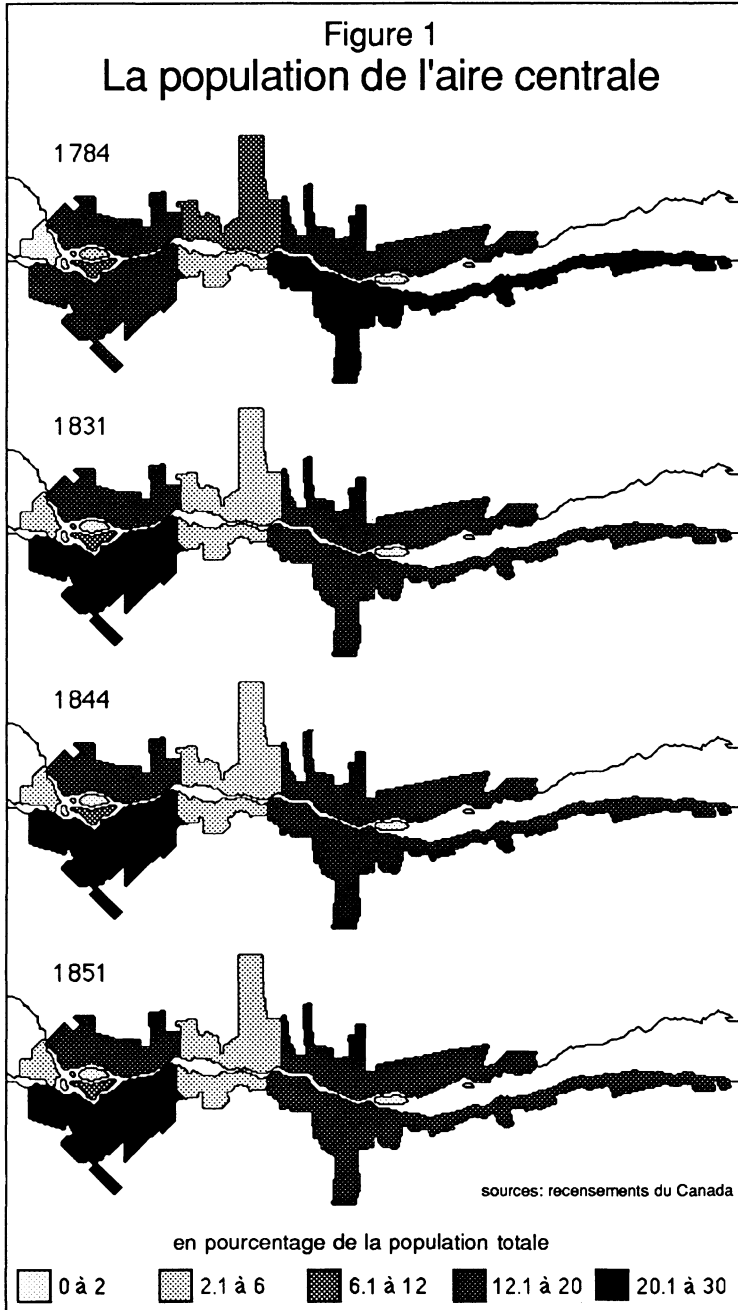
QUELQUES CONSTATS

Rappelons que l'espace observé ici définit ce que nous appelons la portion centrale de l'axe laurentien, le Québec central, dont la caractéristique première est de participer plus ou moins directement à la dynamique engendrée par le fleuve et le bassin hydrographique qui y est rattaché. Ce territoire va de l'ouest immédiat de Montréal jusqu'à l'aval de Québec, et correspond aux vieilles paroisses seigneuriales. En 1784, ce territoire regroupe un peu plus de 112 900 habitants, soit la quasi-totalité de la population de la colonie. En 1851, il en compte sept fois plus, mais ne représente alors que 79% de la totalité, soit environ 707 500 sur les quelque 890 200 habitants que compte alors le Bas-Canada (tableau 1, en annexe)².

Une telle progression dans les effectifs laisse soupçonner d'importants mouvements migratoires que révèle en partie la spatialisation des données. En effet, de la fin du XVIIIe siècle au début du XIXe, on

² Les données proviennent principalement des listes nominatives de recensement, complétées des données des agrégés chaque fois que nécessaire. Elles tiennent compte des changements de territoires survenus entre les divers recensements, mais non des personnes déclarées temporairement absentes au moment des dénombrements, compte tenu de l'incertitude qui entoure ce type d'information dans les recensements.

Figure 1
La population de l'aire centrale

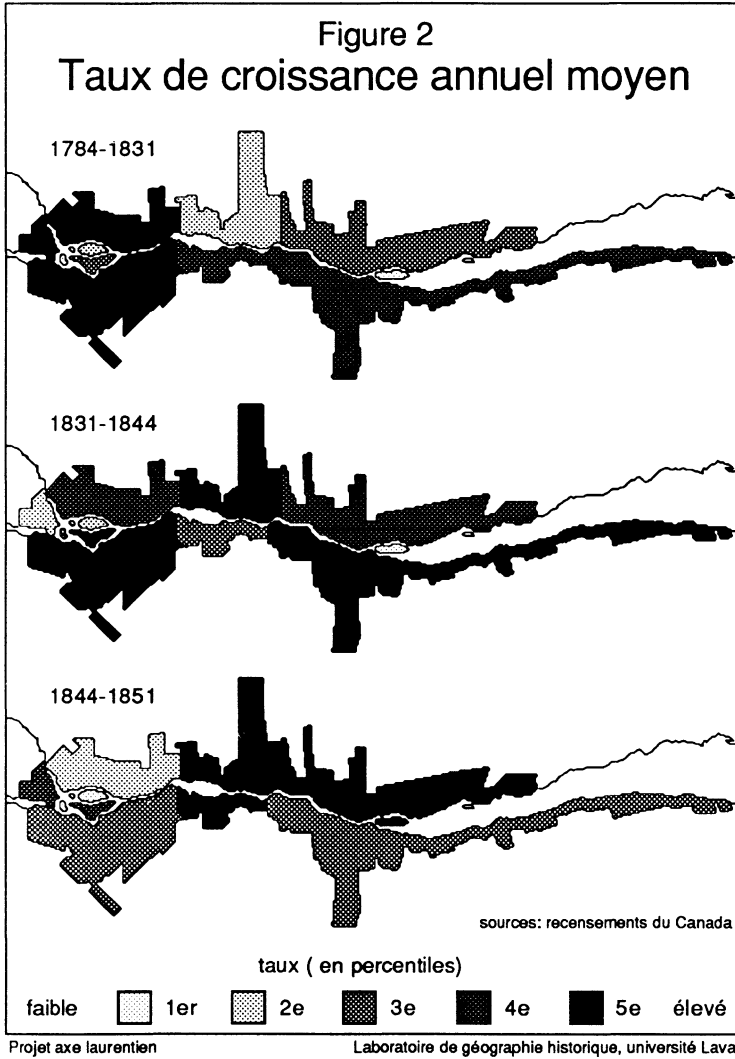


assiste, dans la vallée du Saint-Laurent, à un long courant de migration de l'est vers l'ouest, qui se traduit par des concentrations nouvelles de population dans la région de Montréal où réside bientôt plus de la moitié des effectifs du Bas-Canada. Dès 1830, un équilibre est atteint: jusqu'en 1851, cette région concentre entre 56% et 55% de la population qui habite l'axe laurentien, contre le tiers environ dans la région de Québec et autour de 10% dans celle de Trois-Rivières, le secteur le plus peuplé demeurant la Rive-Sud de Montréal où se concentre bientôt plus du quart des effectifs (tableau 2 (en annexe), figure 1).

Cette prédominance de la région de Montréal par rapport aux autres régions peut laisser l'impression de densités plus fortes dans cette partie du territoire, confirmées par la répartition des données brutes de population³. Pourtant, ce qu'il importe ici de constater, ce ne sont pas tant ces faits de répartition comme tels que la dynamique qui les soutient. En effet, de la fin du XVIIIe siècle au milieu du XIXe, on observe d'énormes variations dans les taux annuels de croissance de chacun des secteurs d'accueil, qui nuancent les poids démographiques régionaux et sous-régionaux (tableau 3 (en annexe), figure 2). De 1784 à 1831, les plus forts pourcentages sont observés dans la région de Montréal où la moyenne régionale dépasse 3,2%. De 1831 à 1844, le mouvement se déplace vers l'île de Montréal et la Rive-Sud de Montréal, la Rive-Nord de la région de Trois-Rivières et la Rive-Sud de Québec, où les taux cependant chutent à 1,6%-2,0%. De 1844 à 1851, le mouvement va vers la Rive-Nord et la Rive-Sud de Trois-Rivières, la Rive-Nord de Québec, où les taux remontent à plus de 3%, tout en demeurant importants, mais à un degré moindre, dans la région de Montréal. Autrement dit, de 1784 à 1851, les rythmes régionaux et sous-régionaux de croissance varient considérablement, non seulement dans le temps mais dans l'espace, ce qui module les poids démographiques locaux et leur impact d'un recensement à l'autre. Car il ne faut pas oublier ici que ces croissances s'inscrivent dans un contexte peu reconnu jusqu'ici par les chercheurs, mais dont il importe de tenir compte pour en mesurer l'impact.

En effet, plusieurs facteurs peuvent expliquer ces croissances différentielles. De la fin du XVIIIe siècle aux années 1840, par exemple, on assiste à une poussée notable de la colonisation qui progresse partout sur le territoire des basses terres. Des espaces demeurés jusque-là à peu près vides ou peuplés uniquement par endroits se retrouvent, quelques décennies plus tard, presque entièrement occupés ou du moins concédés. De riverain qu'il était encore dans les années 1780, le peuplement pénètre cette fois plus franchement vers l'intérieur des ter-

³ Pour nous assurer que l'information statistique demeure comparable entre les divers recensements, les données ont été calculées par secteurs géographiques et cartographiées par comtés ou parties de comtés dont les limites étaient comparables dans le temps.



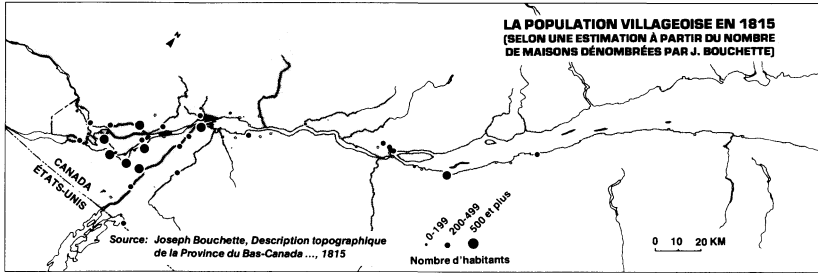
res, ce qui provoque partout l'apparition de nouvelles côtes et l'arpentage des fonds de seigneuries⁴. On le voit d'ailleurs dans la documentation cartographique de l'époque et plus particulièrement sur les cartes de Bouchette. En 1815, la structure du territoire habité se présente encore comme sous le Régime français, sauf dans les secteurs proches des villes où il s'épaissit. Partout ailleurs, il se limite aux rives du fleuve et à celles de deux importants affluents (les rivières Chaudière et Richelieu), sur au plus quelques kilomètres de profondeur. En 1831, il aura débordé dans toutes les directions, pour atteindre par endroits les contreforts des Laurentides au nord, la frontière du Bas et du Haut-Canada à l'ouest, la région de Matane et la péninsule gaspésienne à l'est, et le cœur des basses terres seigneuriales au sud, et même en certains cas les cantons où progresse l'exploitation forestière. Vingt ans plus tard, les basses terres seigneuriales sont à peu près toutes occupées et le peuplement s'étire jusque dans les cantons, à l'assaut du plateau laurentidien et des vallées appalachiennes.

Entre-temps, il se produit une poussée vigoureuse de villages qu'accompagne une montée importante d'industries rurales, deux phénomènes que l'on n'a pas beaucoup considérés dans l'historiographie, mais qui montrent les nouveaux paramètres de l'espace rural. Des travaux récents en ont précisé l'ampleur⁵. En 1815, on ne compte encore qu'une cinquantaine de hameaux et de bourgs dans le territoire observé, contre un peu plus de 200 en 1831 et plus de 300 en 1851, qui réunissent quelque 20 000, 46 000 et 88 000 habitants aux dates précitées (figure 3). En même temps, le nombre de moulins et fabriques passe d'environ 600 à près de 1 350 en 1831, puis à un peu moins de 1 280 en 1851. En général, ces entreprises sont modestes: nées de l'initiative locale, elles évoluent dans des rapports étroits avec la paysannerie et sont intimement liées à la satisfaction des besoins locaux ou sous-régionaux. Quelques-unes, toutefois, sont de taille plus imposante et

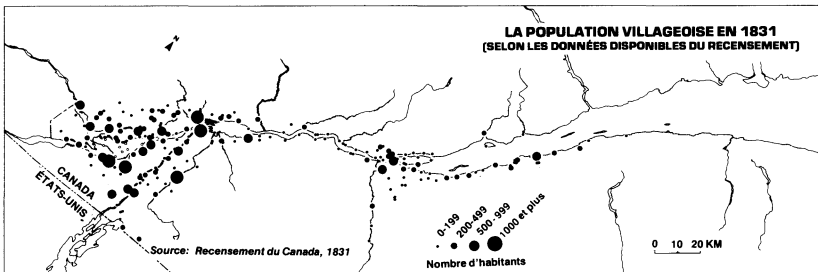
⁴ Amorcée au début des années 1790 pour favoriser la division des terres de la couronne en cantons, la cartographie des seigneuries n'est terminée qu'après une quinzaine d'années, et laisse quantité de limites floues qui ne sont précisées que dans les premières décennies du XIXe siècle. Pour une présentation des étapes de cette cartographie, voir Serge Courville et Serge Labrecque, *Seigneuries et fiefs du Québec: nomenclature et cartographie* (Québec, Université Laval, CELAT et Commission de toponymie, coll. «Outils de recherche du CELAT», no 3, 1988).

⁵ Voir, entre autres, Serge Courville, «Esquisse du développement villageois au Québec: le cas de l'aire seigneuriale entre 1760 et 1854», *Cahiers de géographie du Québec*, numéro spécial intitulé *Rangs et villages du Québec: perspectives géo-historiques*, 28, 73-74 (1984): 9-46; du même auteur, «Croissance villageoise et industries rurales dans les seigneuries du Québec, 1815-1851», François Lebrun et Normand Séguin, dir., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe-XXe siècles* (Trois-Rivières, Centre de recherches en études québécoises, 1987), 205-219, actes du colloque franco-québécois de Québec, 1985; «Le marché des «subsistances». L'exemple de la plaine de Montréal au début des années 1830: une perspective géographique», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42, 2, (automne 1988): 193-239. Voir aussi René Hardy, Pierre Lanthier et Normand Séguin, «Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle: l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du XIXe siècle», François Lebrun et Normand Séguin, dir., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec...*, 239-253.

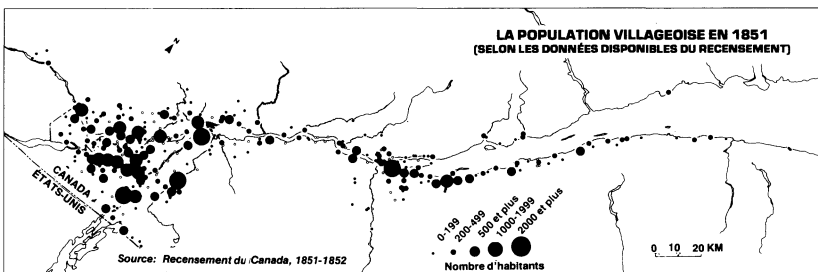
Figure 3
La population villageoise (1815-1851)



Laboratoire de Cartographie, Département de géographie, Université Laval



Laboratoire de Cartographie, Département de géographie, Université Laval



Laboratoire de Cartographie, Département de géographie, Université Laval

s'appuient pour leur croissance aussi bien sur la campagne que sur la ville. Moins nombreuses, elles sont concentrées surtout autour des villes et ne se multiplient vraiment que durant la seconde moitié du siècle.

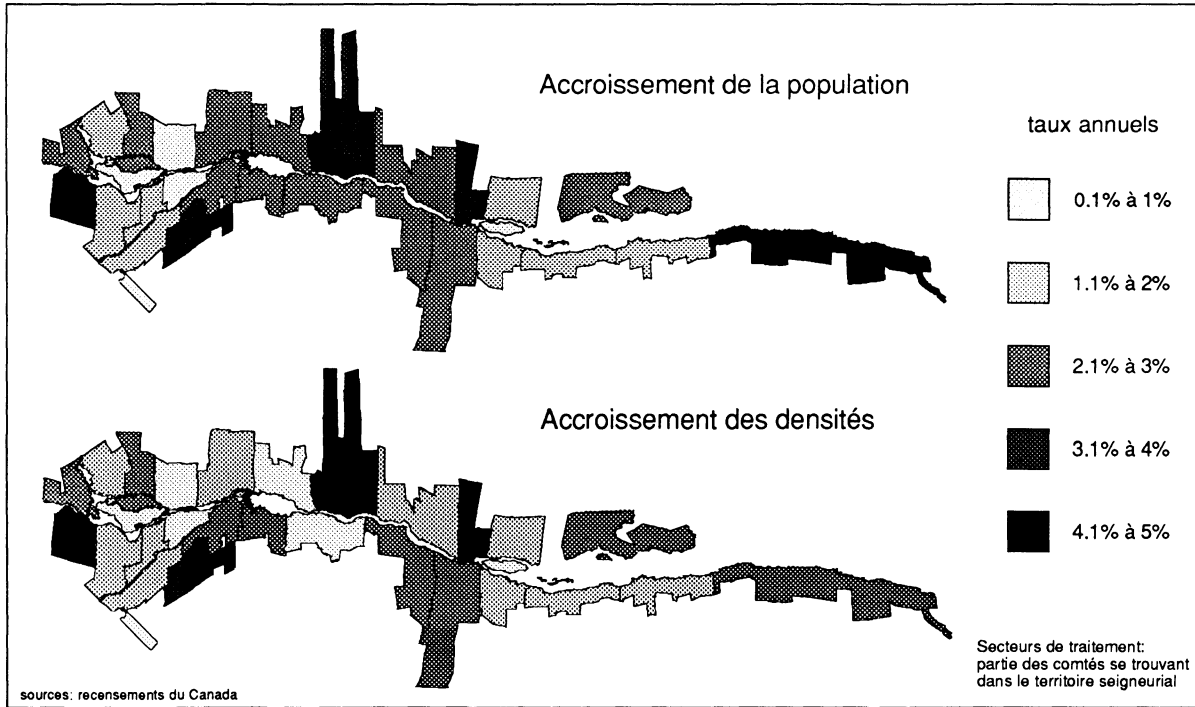
Par ailleurs, la croissance urbaine de Montréal et de Québec n'est pas non plus un phénomène négligeable. En 1851, leur population combinée atteint presque 100 000 personnes, soit une croissance annuelle moyenne allant jusqu'à 4%, même quand on ne tient compte que de la population de fait, c'est-à-dire des personnes présentes au moment des recensements. Enfin, un dernier élément de contexte doit être rappelé; l'immigration européenne, essentiellement britannique à l'époque, fait sentir ses effets après 1815. Entre 1829 et 1850, plus de 650 000 personnes débarquent au port de Québec. Cette immigration se dirige surtout vers le Haut-Canada et les États-Unis, mais une portion substantielle s'installe dans les deux principales villes du Bas-Canada ainsi que dans les cantons situés en dehors de notre aire d'observation.

Tout cela nuance considérablement la socio-économie des campagnes et notre manière de poser le problème des densités rurales. En effet, s'il est vrai que dans l'aire seigneuriale l'on assiste à l'époque à une forte augmentation de la population, due surtout à la croissance naturelle, cette augmentation ne se traduit pas nécessairement par des pressions nouvelles sur les ressources (le sol, en ce cas), le gros des contingents pouvant se diriger vers le village, le front pionnier ou les lieux de concentration des industries rurales. On en a un exemple dans les années 1830-1850, période au cours de laquelle les effectifs démographiques passent de quelque 445 000 habitants à plus de 707 000 dans le territoire observé, avec un rythme de croissance annuel moyen plus rapide de 1844 à 1851 (plus de 3%) que de 1831 à 1844 (moins de 2%). En comparant les données brutes d'accroissement de la population (villes de Montréal et de Québec exclues) à l'évolution des densités, on constate qu'entre 1831 et 1851 seuls certains secteurs connaissent des augmentations marquées, notables surtout à l'extérieur de la région de Montréal, pourtant la plus peuplée à l'époque.

Par exemple, s'agissant de l'accroissement de la population, les données montrent que le taux annuel moyen de croissance des effectifs dans le territoire observé est inférieur à celui du Bas-Canada (2,3% contre 2,8%) et même à celui des États-Unis, où il atteint 2,9% au cours de la période⁶. Par contre, localement, elles indiquent aussi des disparités entre les différents secteurs géographiques observés. De 1831 à 1851, les plus fortes augmentations ont cours sur les fronts

⁶ Voir Pierre Léon, *Histoire économique et sociale du monde, 2: Inerties et révolutions, 1730-1840* (sous la direction de Louis Bergeron, Paris, Armand Colin, 1978), 147ss.

Figure 4
L'accroissement démographique (1831-1851)



Projet axe laurentien

Laboratoire de géographie historique, université Laval

pionniers (Beauharnois et Saint-Hyacinthe, dans la région de Montréal; le comté de Champlain dans celle de Trois-Rivières; et le comté de Québec et le Bas-du-Fleuve, dans celle de Québec), alors que les plus faibles ont lieu dans la région de Montréal et sur la Côte-du-Sud au sud-est de Québec (figure 4).

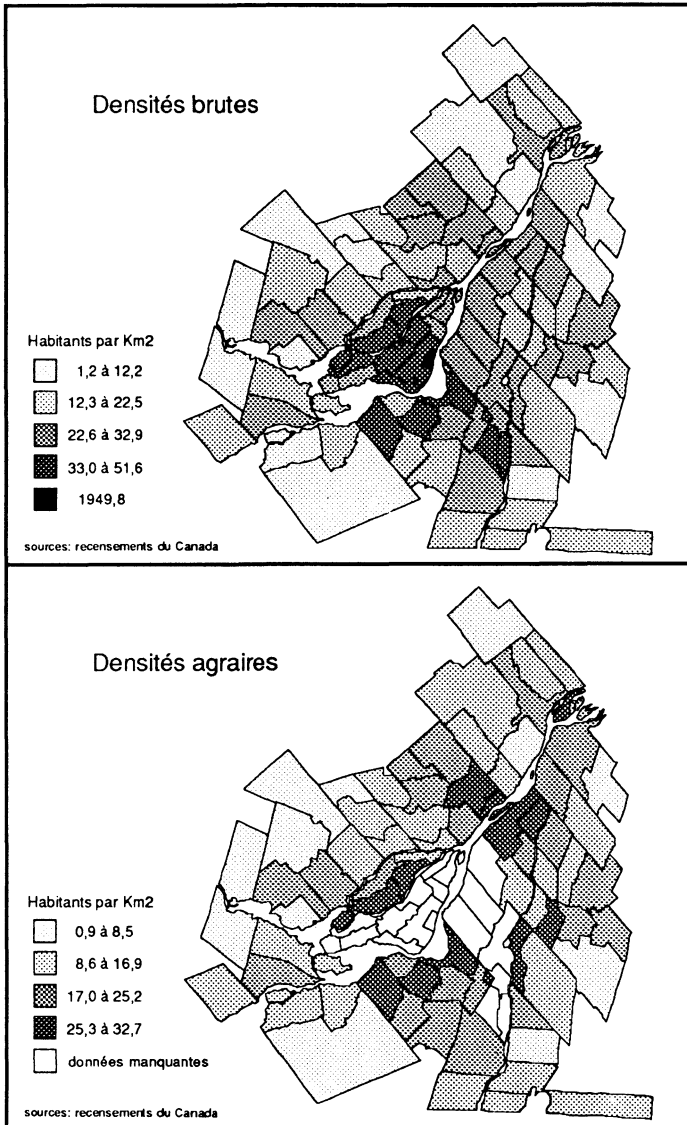
Par ailleurs, considérant l'accroissement des densités brutes de population, les données paraissent encore plus nuancées: dans certains secteurs l'augmentation de population se répercute sur les densités qui augmentent (par exemple dans les comtés de Saint-Hyacinthe, de Champlain et de Québec), alors que dans d'autres (par exemple dans les comtés de Berthier, Nicolet, Trois-Rivières et, dans une moindre mesure, celui de Portneuf), les densités restent faibles, en dépit d'une augmentation parfois substantielle de population. Cela suggère, dans le premier cas, un accroissement sur place des effectifs qui entraîne une augmentation des densités locales, et dans le second, une disponibilité de terres en 1831 qui permet d'absorber les surplus démographiques.

En fait, ce qui frappe le plus ici, c'est la place qu'occupe la région de Montréal dans ce panorama. En effet, compte tenu de la masse de population qui y réside, on aurait pu s'attendre à un fort accroissement de la population ainsi qu'à des taux de densité plus élevés. Or, la réalité est tout autre, laissant voir plus d'un secteur où ces accroissements sont faibles. Tout cela pose le problème des densités agraires, dont on a souvent dit qu'elles étaient élevées à l'époque, trop pour permettre une agriculture de qualité. Sans débattre ici de l'évolution de cette activité, il nous faut constater, encore là, que la réalité est plus nuancée. Calculées pour 1831, soit au plus fort de la présumée crise agricole⁷, les données indiquent de fortes variations entre les diverses localités, qui épousent le dessin des densités brutes de population (figure 5). S'agissant, par exemple, de ces dernières densités, on constate que seules certaines paroisses de l'île de Montréal, de l'île Jésus et de la Rive-Sud de Montréal affichent des taux supérieurs à 33 habitants au km². Autour, s'étend une zone intermédiaire où elles varient de 22 à 32 habitants au km², et, au-delà, sur le front pionnier, une zone où les données chutent dans des proportions parfois impressionnantes. Dans le cas des densités agraires⁸, le panorama est sensiblement le même, sauf dans certaines localités mieux insérées dans les circuits de blé ou favorisées par les facilités de transport. Supérieures à 25 habitants au

⁷ À ce sujet, voir, entre autres, Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850* (Montréal, Fides, 1966, rééd. 1971), 2 vol.; Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, «Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26,2 (septembre 1972): 185-237; Serge Courville, «La crise agricole du Bas-Canada, éléments d'une réflexion géographique», *Cahiers de Géographie du Québec*, 24,62 (1980): 193-224 et 24,63 (1980): 385-428.

⁸ Le calcul ici ne porte que sur la population des ménages déclarant une activité agricole au recensement de 1831. Pour une présentation de la recherche à l'origine de ce corpus, voir Serge Courville, «Le marché des «subsistances»...», 193-239.

Figure 5
 Les densités humaines
 (région de Montréal, 1831)



km² dans ces localités, elles chutent à moins de 8,5 sur les fronts pionniers, avec des variations de 8,6 à 25,2 dans les autres localités. Il devient donc difficile, uniquement sur cette base, de conclure à des pressions humaines qui nuisent à l'agriculture. Au contraire, compte tenu des changements de toutes sortes que connaît la campagne à l'époque, tout cela suggère une plus grande harmonie entre les différentes composantes de la socio-économie, ce qui nous incite à revoir sur d'autres bases les notions de croissance et de pression démographiques, et leurs seuils critiques.

***CROISSANCE ET PRESSION DÉMOGRAPHIQUE:
ÉLÉMENTS DE RÉFLEXION***

La croissance démographique tire sa signification du contexte social où elle s'incarne. Dans le contexte de l'axe laurentien au XIXe siècle, il est utile d'examiner sa dynamique démographique à la lumière de deux autres notions qui aideront à mieux poser la question du rapport démographie-espace: celle de tension et celle de déséquilibre. Par tension démographique, nous entendons la pression qu'exerce sur les ressources d'un espace l'accroissement continu et rapide des dimensions de la population. Par déséquilibre, nous entendons la dégradation du rapport démographie/socio-économie par suite d'une exacerbation de la pression démographique.

Comme l'ont montré les constats précédents, la notion de pression démographique est une notion relative, à laquelle il faut recourir avec beaucoup de prudence dans l'étude d'une société donnée, surtout lorsqu'il s'agit de déduire l'influence du nombre sur le processus de croissance de la socio-économie. Elle se comprend en fonction de divers facteurs: les caractéristiques du territoire occupé, les stratégies individuelles, familiales et collectives de tous ordres, le type, le niveau de développement et les ajustements de la socio-économie, pour n'en nommer que les principaux ou du moins les plus apparents. On en a un exemple sur la Rive-Nord de Québec, où les données montrent que de 1784 à 1851 la région passe d'un rôle de pôle d'émission de population à celui d'aire d'établissement, comme elle l'était au XVIIIe siècle et plus tôt au XVIIe siècle. Si l'on s'en tenait à un instantané à une période donnée, par exemple celle de 1784 à la fin des années 1830, et uniquement aux localités de la Rive-Nord, on pourrait croire que cette région est entrée en état de surpopulation dès le tournant du XIXe siècle, puisque, entre les deux dates, elle se déleste de ses excédents. Or, la vision d'ensemble des mouvements migratoires dans les localités de cette sous-région, incluant celles des îles⁹, montre que les plus forts

⁹ Les données brutes de population dans les localités de la Rive-Nord de Québec indiquent un taux de croissance annuel moyen de 3,38% pendant la période, ce qui rangerait ce secteur dans le 4e percentile. Toutefois, en tenant compte des taux de croissance observés dans les îles, celle d'Orléans notamment, le taux remonte à 3,50%, ce qui range la Rive-Nord dans le 5e percentile. Le carton 3 de la figure 2 tient compte de ce fait, qui renvoie à la socio-économie générale de la région à l'époque, c'est-à-dire aux liens de tous ordres qu'entretiennent alors les riverains et les insulaires.

taux de croissance ne sont enregistrés qu'après les années 1840. Et le même constat vaut pour d'autres secteurs géographiques, ce que n'a pas fait l'historiographie qui s'en est tenue plutôt à des globalités.

De fait, la référence aux problèmes démographiques n'est pas nouvelle dans l'historiographie. Déjà en 1934, Georges Langlois utilise la notion de surpeuplement dans les seigneuries et évoque «une population trop dense»¹⁰. D'ailleurs, Langlois cite à ce propos Louis-P. Turcotte, qui écrivait en 1882:

C'est à partir de 1848 que datent les grands efforts faits par les amis de la colonisation... Depuis de nombreuses années, il ne restait plus de terres cultivables à concéder dans les seigneuries échelonnées sur les deux rives du Saint-Laurent. Les premiers rangs de ces seigneuries avaient d'abord été colonisés, et à mesure que les besoins s'étaient fait sentir, les colons étaient entrés dans l'intérieur de ces terres, qui furent ainsi presque toutes occupées. Bientôt, avec l'augmentation de la population, l'espace avait manqué, les propriétés se trouvaient fractionnées, le sol épuisé, et les récoltes allaient en diminuant.¹¹

Ainsi, on retrouve, formulée dès la fin du siècle dernier, les grands axes d'une problématique qui sera reprise, avec plus ou moins de nuances, par les historiens subséquents. Dans son analyse de l'économie du Québec, par exemple, Fernand Ouellet souligne le poids des pressions démographiques dans la montée de ce qu'il appelle la crise agricole, alléguant à son tour un état de surpeuplement¹² qu'il rend responsable des grands mouvements internes de la population dans le Bas-Canada, mais sans toutefois spécifier leur ampleur¹³. De son côté, John McCallum, tout en n'accordant pas une valeur explicative aux pressions démographiques sur l'évolution de l'agriculture, note néanmoins leur incidence sur la création d'un vaste réservoir de main-d'oeuvre sous-employée¹⁴. Plus récemment, l'économiste Marvin McNinn a contesté l'utilisation sans nuance de la notion de surpeuplement. Pour lui, il s'agit d'une notion toute relative et, surtout, qui ne peut se laisser enfermer dans la seule dichotomie hommes/terres cultivables. C'est plutôt par un jeu d'effets indirects, médiatisés par les autres possibilités de la socio-économie, que son action se fait

¹⁰ Georges Langlois, *Histoire de la population canadienne-française* (Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1934), 176.

¹¹ Louis-P. Turcotte, *Le Canada sous l'Union* (Québec, L.-J. Demers, 1882), 2: 48.

¹² Fernand Ouellet, *op. cit.*, 272 et 345.

¹³ *Ibidem*, 272.

¹⁴ John McCallum, *Unequal Beginnings. Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario Until 1870* (Toronto, University of Toronto Press, 1980), 44.

sentir. Il souligne à juste titre l'importance d'examiner à la fois la croissance démographique et celle du stock de capital; ce n'est que lorsque l'écart s'agrandit entre les deux que les problèmes se posent avec acuité¹⁵.

Comment la pression démographique se construit-elle localement et se répercute-t-elle à l'échelle plus large d'une région, de la société entière? Et à quel moment devient-elle la cause d'un déséquilibre démographie-socio-économie? Tel est le sens de la question qu'il convient de se poser dans l'analyse du rapport entre population et espace dans le pays laurentien au XIXe siècle. Mais pour répondre convenablement à cette question, cela suppose que l'on connaisse la capacité de la socio-économie d'absorber les volumes de croissance de la population aux différentes étapes de son évolution. Or, notre perception de la marche du peuplement dans l'ensemble du territoire bas-canadien reste très imprécise pour le moins, et par ailleurs, nous commençons à peine à pénétrer les mécanismes de croissance de sa socio-économie. On touche ici un problème de fond. D'un côté, l'historiographie a sous-estimé les adaptations du secteur agricole dans ses rapports au marché, d'un autre côté, en adoptant une perspective d'analyse économique exclusivement centrée sur la question agricole, elle a aussi sous-estimé l'importance des activités non-agricoles dans l'économie rurale et, partant, la capacité des socio-économies locales et régionales d'absorber, dans les aires de fortes densités, une part importante des volumes de croissance de la population¹⁶.

Enfin, l'effet des rapports villes-campagnes est largement sous-évalué. Non seulement laisse-t-on entendre que les villes ne s'approvisionnent à peu près pas dans leur campagne environnante, mais on néglige le phénomène de stimulation exercée par le marché urbain sur l'agriculture de la périphérie immédiate. Pourtant, entre 1820 et 1840, on peut voir, dans la paroisse de Montréal, agriculteurs d'origine britannique comme ceux d'origine française, répondre à cette stimulation¹⁷, comme aussi les campagnes un peu plus lointaines participer à l'approvisionnement en produits non comestibles comme le bois de chauffage¹⁸.

Si l'attention se porte sur la campagne uniquement, on peut parler de pression démographique lorsque, dans une unité spatiale donnée,

¹⁵ R. Marvin McInnis, «A Reconsideration of the State of Agriculture in Lower Canada in the First Half of the Nineteenth Century», *Canadian Papers in Rural History*, 3 (1982): 9-49.

¹⁶ Pour une démarche plus ouverte à ces différents aspects, voir Serge Courville, «Le marché des «subsistances»...», 193-239.

¹⁷ Jean-Claude Robert, «Activités agricoles et urbanisation dans la paroisse de Montréal, 1820-1840», F. Lebrun et N. Séguin, dir., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes...*, 91-100.

¹⁸ Robert Sweeny, avec la collaboration de Grace Laing Hogg et Richard Rice, *Les relations ville/campagne. Le cas du bois de chauffage* (Montréal, Groupe de recherche sur l'histoire des milieux d'affaires de Montréal, 1988).

par exemple la paroisse, l'écoumène est pleinement occupé et qu'il faut chercher ailleurs des terres pour y établir les nouvelles générations. Sur la base de la localité, il est évident que toutes les paroisses ont connu tôt ou tard une saturation relative de leur écoumène agraire, et que cette pression a entretenu un mouvement de population vers les terres neuves. Il est aussi évident que les épanchements de population dans le territoire ont dû composer avec les caractéristiques du sol et les potentialités inégales de celui-ci. Ce qui suggère d'emblée que la pression démographique ne s'est pas construite de la même manière et n'a pas été ressentie avec la même intensité d'un point à l'autre du territoire.

Les chercheurs se sont montrés très sensibles aux témoignages enregistrés par les contemporains à compter des années 1820, relativement à la rareté des terres. Ils ont interprété ces perceptions comme le signe d'une forte tension démographique débouchant sur un état de déséquilibre démographie/ressources dans l'aire seigneuriale. Il n'y a certainement pas lieu de remettre en cause ces témoignages de contemporains élaborés dans leur contexte respectif, ni le sens que l'historiographie leur a attribué. Nous disons seulement que nos constats nuancent leur interprétation. En effet, ils indiquent que l'historiographie a sous-estimé les réserves de terres arables et l'ampleur du phénomène de colonisation qui se déroule dans le territoire jusqu'aux années cinquante en direction de l'arrière-pays. Ce n'est vraiment qu'au milieu du siècle, croyons-nous, que l'on peut parler d'une saturation relative de l'espace agraire à l'échelle de l'aire seigneuriale, sur laquelle nous nous penchons. Un écart de plus en plus marqué, un déséquilibre en somme, entre les dynamismes démographiques et les capacités d'absorption de la socio-économie se précise au cours des années 1850 et s'approfondit par la suite, suscitant un formidable courant d'émigration à partir de tous les points du territoire. Mouvement vers les nouvelles régions de colonisation, mouvement vers la ville, mais surtout mouvement de sortie vers les États-Unis. La détérioration du rapport population-économie qu'amplifiera une longue conjoncture défavorable entre 1875 et 1890, grosso modo, ne signifie pas alors un arrêt de croissance, mais plutôt l'insuffisance du développement dans un contexte où se dessinent des changements structurels de l'économie. Si bien qu'il faudra attendre la période de l'industrialisation massive qui s'amorce durant la dernière décennie du XIX^e pour que s'améliore le rapport démographie-économie.

Notons, par ailleurs, la généralité du phénomène, car il dépasse largement le Bas-Canada: toutes les colonies britanniques de l'Amérique du Nord sont touchées; le Canada présente un solde migratoire négatif entre 1861 et 1901¹⁹. Il ne s'agit pas uniquement des natifs du

¹⁹ Warren E. Kalbach and Wayne W. McVey, *The Demographic Bases of Canadian Society* (Toronto, McGraw-Hill, 1971), 41.

Canada mais aussi d'une proportion importante — au moins la moitié d'après les estimations — des immigrants, qui passent aux États-Unis. Mais ici encore une nuance s'impose: faut-il en rendre responsable une stagnation de l'économie canadienne ou plutôt l'attrance d'un plus grand dynamisme de l'économie américaine?

La famille est l'un des agents principaux de la transformation du monde rural au siècle dernier. Et l'étude de la reproduction sociale amorcée ces dernières années éclaire des stratégies familiales qui, articulées sur l'acquisition de biens-fonds et la transmission des patrimoines, sont indicatives d'un certain rapport à l'espace. Ces stratégies sur lesquelles les jeunes générations prennent appui pour s'établir montrent en particulier des modes de liaison, au proche et au loin, entre les anciens foyers de peuplement et les zones de colonisation. La mise au jour de ces stratégies est une importante contribution à la connaissance de la dynamique spatiale en milieu rural au XIXe siècle. Néanmoins, elle ne saurait rendre compte par elle-même de l'évolution de l'ensemble de la socio-économie du monde rural. En s'ouvrant à la question des patrimoines, l'historiographie s'est maintenue dans une problématique de la question agraire. Toutefois, on constate depuis peu une volonté d'élargir la notion de reproduction sociale de manière à englober d'autres stratégies familiales, qui sont autant d'éléments de la dynamique spatiale. Nous pensons ici à tous les courants migratoires qui reposent sur les liaisons familiales non seulement en contexte de colonisation, mais entre la campagne et la ville et entre le pays et l'étranger. C'est tout le poids des réseaux articulés qu'il faut prendre ici en considération dans l'essaimage de la population. Comme l'indiquent les travaux sur le monde villageois et les industries rurales, on doit aussi s'efforcer de restituer la pleine dimension des stratégies familiales qui débordent le milieu agricole et donnent prise sur le processus de complexification de la socio-économie rurale. D'abord, ces stratégies axées sur la pluriactivité, qui lient les activités agraires à des activités non-agricoles, mais aussi ces stratégies participant d'un *entrepreneurship* qui projette les familles paysannes hors des activités agraires. En somme, il faut voir comment le milieu paysan se fait agent de développement d'un secteur économique non-agricole au sein même du monde rural en accordant ses propres forces avec celles d'agents locaux et urbains qui y trouvent des lieux pour le déroulement d'activités variées et l'exploitation d'entreprises aux finalités et aux formes multiples. Ainsi, l'adaptation des productions agraires au marché, l'essor de la pluriactivité paysanne, la croissance urbaine et l'intensification des rapports villes-campagnes, de même que le développement de bases économiques non-agricoles dans les côtes, les villages, les aires villageoises et les noyaux urbains en émergence, sont autant de facteurs à analyser et dont dépend en définitive la capacité de la socio-économie bas-canadienne d'absorber dans le milieu rural les volumes de croissance de la population. Même l'espace en porte la trace, en

laissant voir se profiler, aux côtés des zones agricoles, des aires de fortes concentrations d'activités para et extra agricoles. Ce sont les lignes de force, l'armature de base, qui structurent la campagne.

Il faut cependant se garder d'une représentation univoque de l'évolution de la socio-économie bas-canadienne. La question n'est pas de substituer une image à une autre, mais bien de montrer comment cette société soumise à une pression démographique interne croissante a pu pendant un temps trouver en elle-même des réponses aux excédents libérés par les campagnes. Comment, en d'autres mots, elle a retardé ou atténué la détérioration du rapport population/socio-économie. On aurait tort de voir dans cette démographie généreuse un facteur complètement négatif pour le développement sociétal. La multiplication du nombre a aussi eu des effets positifs en élargissant le champ des possibilités et en forçant les contemporains à chercher des voies nouvelles pour survivre hors de l'agriculture, ce qui a permis de stimuler l'entrepreneurship rural dont les racines plongent loin dans le siècle. Jusqu'à tout récemment on a sous-estimé la variante endogène de cet entrepreneurship, masqué qu'il était par la brillance du capital marchand et la domination de la bourgeoisie des villes de cette période.

L'analyse des bases spatiales de la population suggère donc une vision moins catastrophique de l'évolution démographique dans le territoire bas-canadien de la première moitié du XIXe siècle. Car elle nous fait découvrir une situation beaucoup plus nuancée que ne le laissent voir les indicateurs généraux de la population. Et cela nous oblige à reconsidérer la relation que l'on peut faire entre population, espace et société.

Pour notre part, nous y voyons l'effet de la complexité croissante de la socio-économie rurale et de la puissance de ses différents ressorts, en particulier les jeux de l'échange qui sont révélateurs des faits sociaux tels qu'ils s'expriment dans l'espace, à travers leurs disparités, leurs cohésions, leurs hiérarchies et leurs articulations multiples. En voulant vérifier comment s'opère l'harmonisation des espaces dans l'ensemble du territoire, de la plus petite unité à la plus grande, nous cherchons à comprendre comment se joignent, pour reprendre une expression braudélienne, les différents étages de l'économie, depuis le marché local jusqu'au marché international. Toutes nuances gardées, c'est aussi en ces termes que se pose pour nous le rapport démographie-économie dans la société bas-canadienne.

ANNEXE

TABLEAU 1
Population de l'axe laurentien (1784-1851)

Districts / sous-régions	1784	1831	1844	1851-52
Montréal				
archipel de Montréal	10 745	26 029	27 657	31 610
autres îles	332	883	980	1 084
ville de Montréal	6 479	27 297	44 093	57 715
péninsule de Vaudreuil-Soulanges	1 811	13 984	15 813	20 050
Rive-Nord	13 953	63 936	79 261	92 598
Rive-Sud	22 159	116 937	150 774	185 871
missions amérindiennes	165	1 664	1 787	2 296
total	55 644	250 730	320 365	391 224
Trois-Rivières				
Rive-Nord	6 880	19 910	27 696	35 551
ville de Trois-Rivières ¹	810	3 972	3 297	5 038
Rive-Sud	4 938	21 873	25 905	34 013
mission amérindienne				236
total	12 628	45 755	56 898	74 838
Québec				
Rive-Nord	11 798	33 165	42 887	53 566
ville de Québec	6 492	26 256	32 876	43 882
île d'Orléans	2 210	4 349	4 177	6 151
autres îles	645	952	1 208	1 341
Rive-Sud	23 401	84 236	111 753	136 258
mission amérindienne	103	n.d.	199	218
total	44 649	148 958	193 100	241 416
Population du territoire observé	112 921	445 443	570 363	707 478
Population du Bas-Canada ²	112 921	511 917	697 084	890 261
en % du Bas-Canada	100.00	87.01	81.82	79.47

Sources: 1784, British Library, Add. MSS 21885, ff. 259r-264r; 1831, App.Oo, *JALBC* (1832); 1844, *Extrait des retours de l'énumération des habitants du Bas-Canada...* (1846); 1851, Recensement des Canadas de 1851-1852.

¹ La population indiquée pour 1831 est celle de la paroisse.

² Recalculées à partir des copies publiées de recensement, les données pour 1831, 1844 et 1851 indiquent 510 600, 690 476 et 896 361 habitants aux dates précitées.

TABLEAU 2
Répartition géographique (1784-1851)
(en pourcentage du total)

Districts / sous-régions

Montréal	1784	1831	1844	1851-52
archipel de Montréal	9.52	5.84	4.85	4.47
autres îles	0.29	0.20	0.17	0.15
ville de Montréal	5.74	6.13	7.73	8.16
péninsule de Vaudreuil-Soulanges	1.60	3.14	2.77	2.83
Rive-Nord	12.36	14.35	13.90	13.09
Rive-Sud	19.62	26.25	26.43	26.27
missions amérindiennes	0.15	0.37	0.31	0.32
total	49.28	56.29	56.17	55.30
Trois-Rivières				
Rive-Nord	6.09	4.47	4.86	5.03
ville de Trois-Rivières	0.72	0.89	0.58	0.71
Rive-Sud	4.37	4.91	4.54	4.81
mission amérindienne	n.d.	n.d.	n.d.	0.03
total	11.18	10.27	9.98	10.58
Québec				
Rive-Nord	10.45	7.45	7.52	7.57
ville de Québec	5.75	5.89	5.76	6.20
Île d'Orléans	1.96	0.98	0.73	0.87
autres îles	0.57	0.21	0.21	0.19
Rive-Sud	20.72	18.91	19.59	19.26
mission amériendienne	0.09	n.d.	0.03	0.03
total	39.54	33.44	33.86	34.12
total du territoire observé	100.00	100.00	100.00	100.00

Source: Recensements du Canada.

TABLEAU 3
Taux de croissance annuel moyen (1784-1851)

Districts / sous-régions

	1784-1831	1831-1844	1844-1851	1831-1851
Montréal				
archipel de Montréal	1.90	0.47	1.93	0.98
autres îles	2.10	0.80	1.45	1.03
ville de Montréal	3.11	3.76	3.92	3.81
péninsule de Vaudreuil-Soulanges	4.44	0.95	3.45	1.82
Rive-Nord	3.29	1.67	2.25	1.87
Rive-Sud	3.60	1.97	3.03	2.34
missions amérindiennes	5.04	0.55	3.65	1.62
total	3.25	1.90	2.90	2.25
Trois-Rivières				
Rive-Nord	2.29	2.57	3.63	2.94
ville de Trois-Rivières	3.44	-1.42	6.24	1.20
Rive-Sud	3.22	1.31	3.97	2.23
mission amérindienne				
total	2.78	1.69	3.99	2.49
Québec				
Rive-Nord	2.22	2.00	3.23	2.43
ville de Québec	3.02	1.74	4.21	2.60
Île d'Orléans	1.45	-0.31	5.68	1.75
autres îles	0.83	1.85	1.50	1.73
Rive-Sud	2.76	2.20	2.87	2.43
mission amériendienne			1.31	
total	2.60	2.02	3.24	2.44
total du territoire observé	2.96	1.92	3.13	2.34
Bas-Canada	3.27	2.41	3.56	2.81

Source: Recensements du Canada.